



L'échec patent de nos absurdes politiques extérieures

Par [Daniel Vanhove](#)

Mondialisation.ca, 04 octobre 2017

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Constat : les mois et les années défilent, sans que les promesses des responsables politiques occidentaux ne se vérifient. Jusqu'à quand allons-nous l'accepter ?

Après les attentats du 11 septembre 2001 aux USA, ils nous ont bassinés avec leur « *guerre au terrorisme* » et leurs promesses de l'éradiquer en quelques mois, voire quelques courtes années. Justifiant leurs croisades militaires au nom d'une plus grande sécurité intérieure, cette nouvelle doxa qu'ils nous claironnent après chaque attentat. Et plus d'une décennie plus tard, que nous faut-il constater ? Que la situation ne fait qu'empirer ! D'une part, les guerres se propagent sans cesse avec leur lot de victimes civiles toujours plus nombreuses, et d'autre part, l'Occident est par retour de bâton de plus en plus touché par des attentats aveugles qui peuvent survenir à tout moment et en tous lieux, fauchant n'importe quel civil innocent. Ainsi, à l'inverse de leurs promesses l'insécurité n'a jamais été aussi grande. Et les coupables sont désignés d'office par l'entremise de médias irresponsables qui alimentent la peur de l'autre, particulièrement lorsqu'il a la peau basanée. Merci aux responsables et leur politique extérieure imbécile, inconsciente et/ou complètement erronée, menée dans l'ombre de celle menée et dictée par l'administration américaine dont on sait par ailleurs qu'elle n'a de cesse depuis des décennies, de mentir sur les raisons, les causes et les objectifs des guerres qu'elle mène ! En parlant de « *terrorisme* », on est à la bonne adresse... C'est plus que jamais « *leurs guerres, nos victimes !* »

Dès lors, de deux choses, l'une : soit nos responsables nous mentent, soit ils sont d'une incompétence inégalée. Mais, dans les deux cas, nous ne pouvons laisser ces crimes impunis plus longtemps. Dans les deux cas, les décisions de ces élus ne devraient pas rester sans suite. Les faits sont trop graves. Et leur responsabilité est clairement engagée. Il faut que ceux qui, de près comme de loin, orientent et prennent de telles options soient conduits devant les tribunaux internationaux afin d'y être jugés et condamnés pour leurs infamies.

L'indignation de la société civile ne suffit plus et elle ne peut plus se satisfaire de cérémonies nationales, de discours lénifiant et de remise de Légion d'honneur « *en mémoire de...* ». Il faut que des équipes d'avocats et de spécialistes du Droit international s'organisent afin de travailler sur ces dossiers et que les liens soient établis entre les raisons déclarées de manière officielle et les obscurs objectifs réellement poursuivis de ces guerres. Et que soient démontrés les mensonges, les falsifications, l'imposture et la veulerie d'une caste qui se croit tout permis et inatteignable de par ses statuts de privilégiés et souvent couverts par une immunité qu'il convient à ce stade, de questionner.

En attendant, une chose est évidente : certains secteurs s'enrichissent comme jamais ! Sur les terrains de ces conflits que ne voit-on comme équipements et armements !? Les armes

utilisées dans les guerres modernes battent tous les records en termes de coûts. Epuisant les budgets des Etats qui s'y sont engouffrés au détriment des programmes sociaux dans lesquels des coupes sont opérées au point que l'on parle presque tous les jours comme si c'était devenu banal, « *d'austérité* ». Mais, « *austérité* » pour qui ?! Nos gouvernements ne sont jamais à court d'idées quand ils doivent trouver de l'argent chez les contribuables, au profit de leurs guerres ruineuses. Et de préférence chez les plus précaires dont ceux-là savent qu'ils ne pourront se défendre, accaparés au jour le jour par le souci de leur survie et celle de leurs enfants.

Dans la foulée, et si nous voulons être cohérents, il faut donc aussi ouvrir le dossier des marchands d'armes. Comment se fait-il que des groupes terroristes qui en font « *leur métier* » et passent d'un conflit à l'autre, soient armés, surarmés à ce point, quel que soit l'endroit où ils opèrent ?! Que ne voit-on comme images de mercenaires à bord de centaines de pickups sur lesquels sont montés de l'artillerie, maniant lance-roquettes, bazookas et armes en tous genres et équipés à ce point ?! Sans parler des tonnes de munition pour le fonctionnement de ces engins de mort ? Qui leur vend ces armes ? Qui les finance ? Quels sont les pays qui leur accordent les licences et à travers quels montages bidons et certificats de complaisance, pour que ce matériel leur parvienne ? Quels sont les agents, les intermédiaires, les firmes qui alimentent un tel trafic ? Des noms sont connus. Qu'attend-on pour lancer des poursuites ?! A moins que les complicités avec le pouvoir sont telles que ceux-là servent à financer les campagnes de ceux-ci et qu'il convient donc de les ménager ?! Sans oublier le fait que ces marchands de mort sont gagnants à tous les coups. Une première fois lorsqu'il vendent des armes à l'un ; une seconde fois lorsqu'ils vendent des armes à son ennemi ; et une troisième fois lorsque ces armes découvertes font l'objet de destructions massives... qu'il faut s'empresse de renouveler ! Les sommes sont vertigineuses, à faire vomir quand on voit leur usage et qu'on songe que ces assassins parviennent à dormir tranquillement le soir.

Franchement, ce travail même complexe pourrait être effectué si nos Etats en avaient vraiment la volonté, et s'il s'y trouvait une poignée de responsables incorruptibles et intègres que pour mener une telle lutte. C'est exactement la même chose qu'avec les paradis fiscaux. Des « *estimations* » chiffrent à plusieurs centaines de milliards d'euros annuels (!) le manque à gagner de nos gouvernements, mais ceux qui sont au pouvoir sont souvent tellement liés à ceux qui esquivent l'impôt qu'ils ne se montrent pas vraiment déterminés à les poursuivre et les condamner de manière exemplaire.

Dans ces cas-ci aussi, de deux choses, l'une : ou les responsables savent et ne disent rien parce qu'ils sont complices, ou ils sont d'une incompétence crasse. Mais, dans les deux cas aussi, cela mérite des poursuites. Et puisque l'on nous répète régulièrement que nous sommes dans des Etats de Droit, où sont donc les légistes et autres « *experts* » versés en ces matières ?! Quand un Droit digne de ce nom retrouvera-t-il ses fondements ?!

Si ces dérives qui menacent gravement les acquis de nos démocraties malades ne se règlent pas par voie légale, il est à craindre que la violence à laquelle nous assistons en ces temps difficiles ne soit que le prélude d'une société de plus en plus agressive, communautariste, revancharde - cela n'a-t-il pas déjà commencé ? - avec en corollaire une circulation des armes qui deviendra l'égale de ce que l'on voit aux USA...

Est-ce vraiment ce modèle auquel nous voulons adhérer ?

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Daniel Vanhove](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Daniel Vanhove](#)

A propos :

Daniel Vanhove est Observateur civil et auteur. Son dernier ouvrage La Démocratie Mensonge – 2008 – Ed. Marco Pietteur – coll. Oser Dire.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca